

Croissance inclusive et bien-être : exploration des dimensions humaines et sociales du développement économique dans l'espace UEMOA

Inclusive Growth and Well-Being: Exploring the Human and Social Dimensions of Economic Development in WAEMU

Auteur 1 : Sangaré Vassy Pierre.

Sangaré Vassy Pierre, ORCID 0000-0002-0409-2470, docteur,
Université Alassane Ouattara de Bouaké, Faculté des sciences économiques et gestion, Côte d'Ivoire,

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : Sangaré Vassy Pierre (2026) « Croissance inclusive et bien-être : exploration des dimensions humaines et sociales du développement économique dans l'espace UEMOA », African Scientific Journal « Volume 03, Num 35 » pp: 0643 – 0659.



DOI : 10.5281/zenodo.19332769

Copyright © 2026 – ASJ



Résumé

Cet article examine la relation entre la croissance économique et le bien-être social dans l'espace de l'UEMOA, afin d'évaluer la capacité de la croissance à générer un véritable progrès humain et social. L'étude repose sur une approche théorique et conceptuelle, inscrite dans un positionnement épistémologique constructiviste et mobilisant un raisonnement déductif à partir d'une revue critique de la littérature économique et institutionnelle. Les résultats montrent que la croissance dans l'UEMOA demeure essentiellement quantitative et inégalitaire, malgré certaines avancées en matière de bien-être. L'analyse souligne la nécessité de renforcer les politiques sociales et institutionnelles, notamment par l'investissement dans le capital humain, la promotion d'emplois décents, la réduction des inégalités et l'inclusion des groupes vulnérables. Ces mesures apparaissent essentielles pour transformer la dynamique économique en un véritable progrès social et humain, contribuant ainsi à une croissance plus inclusive et durable.

Mots-clés : Croissance inclusive, dimension humaine et sociale, bien-être, UEMOA

Abstract

This article examines the relationship between economic growth and social well-being within the WAEMU area to assess the capacity of growth to generate genuine human and social progress. The study is based on a theoretical and conceptual approach, grounded in a constructivist epistemological stance and employing deductive reasoning through a critical review of economic and institutional literature. The findings reveal that growth in WAEMU remains essentially quantitative and unequal, despite certain improvements in social well-being. The analysis emphasizes the need to strengthen social and institutional policies, particularly through investment in human capital, the promotion of decent employment, the reduction of inequalities, and the inclusion of vulnerable groups. These measures are deemed essential to transform economic dynamics into genuine human and social progress, thereby contributing to more inclusive and sustainable growth.

Keywords: Inclusive Growth, Human and Social Dimensions, Well-Being, WAEMU

Introduction

La relation entre la croissance économique et le bien-être social constitue un enjeu majeur pour les pays en développement, notamment dans l'espace de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Malgré des performances macroéconomiques soutenues depuis plus de deux décennies, la pauvreté et les inégalités persistent, révélant les limites d'une croissance essentiellement quantitative. L'expérience internationale montre en effet que l'augmentation du PIB ne garantit pas une amélioration durable des conditions de vie, ce qui impose de passer d'une logique de croissance quantitative à une approche centrée sur la qualité de vie.

Ce changement de paradigme, illustré par l'évolution des agendas internationaux des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) aux Objectifs du développement durable (ODD), a favorisé l'émergence du concept de croissance inclusive, qui vise à articuler la performance économique, la justice sociale et la durabilité institutionnelle. Dans l'UEMOA, où le taux de croissance moyen a atteint 5,1 % entre 2010 et 2024 (World Bank, 2025), cette dynamique coexiste avec une pauvreté persistante (41,9 % en 2021) et une forte vulnérabilité sociale, avec un niveau d'inégalité des revenus compris entre 32,9 % et 37,9 % (PNUD, 2023).

L'objectif de cette recherche est d'analyser dans quelle mesure la croissance économique soutenue enregistrée dans les pays de l'UEMOA peut être transformée en progrès humains et sociaux durables. Le choix méthodologique repose sur une approche théorique et conceptuelle, justifiée par deux contraintes majeures. D'une part, l'analyse empirique de la croissance inclusive dans l'espace UEMOA se heurte à des problèmes de disponibilité et de fiabilité des données statistiques. Les indicateurs existants restent fragmentaires et insuffisants pour saisir toutes les dimensions humaines et sociales du développement. D'autre part, la complexité conceptuelle de la croissance inclusive, marquée par l'absence d'un cadre définitionnel unique et universellement accepté, rend nécessaire une approche théorique et conceptuelle. L'étude adopte un positionnement épistémologique constructiviste et un raisonnement déductif, mobilisant une revue critique de la littérature économique et institutionnelle. À travers cette analyse, l'étude vise à contribuer à la construction d'un cadre d'analyse de la croissance inclusive, capable d'articuler la performance économique, la justice sociale et la durabilité institutionnelle.

L'article est structuré en trois sections : la section 1 présente l'évolution du cadre théorique et conceptuel, la section 2 examine les spécificités socio-économiques de l'UEMOA, et la section 3 discute les résultats avant de proposer des recommandations.

1. Cadre théorique et conceptuel

La croissance économique a longtemps été appréhendée à travers des indicateurs strictement quantitatifs, tels que le produit intérieur brut (PIB) ou le revenu national. Héritée des modèles de croissance exogène développés par Solow (1956), cette approche repose sur l'idée que l'accumulation de capital et la croissance démographique déterminent le rythme de l'expansion économique. Cependant, cette vision présente deux limites majeures : elle ne rend pas compte de la répartition des revenus et ignore les dimensions sociales et humaines du développement. Une rupture s'opère avec les modèles de croissance endogène introduits par Romer (1986), Lucas (1988) et Barro (1988). Ceux-ci mettent en avant le rôle des capitaux humains, technologiques et institutionnels. L'éducation, la santé, la gouvernance et l'innovation sont perçues comme des déterminants essentiels de la dynamique économique. Ainsi, la croissance

économique ne se réduit plus à une mécanique d'accumulation, mais s'inscrit dans une logique qualitative où le bien-être, l'équité et la durabilité deviennent des attributs fondamentaux.

Dans cette perspective, la promotion des dimensions humaines et sociales constitue un enjeu central du développement. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD, 2017) insiste sur la nécessité d'élargir les choix offerts aux individus, en considérant que ces choix ne deviennent effectifs qu'à travers le développement des capacités et des modes de fonctionnement humains fondamentaux. Le développement humain renvoie aux caractéristiques individuelles – santé, éducation, connaissances – tandis que le développement social, plus global, s'interprète comme la préservation et l'amélioration de l'accès aux services sociaux et aux biens publics, ainsi que le renforcement de la cohésion sociale. Lorsque les capacités fondamentales – être en bonne santé, accéder à l'éducation, occuper un emploi décent, disposer d'un niveau de vie convenable – ne sont pas réalisées, les choix individuels et l'accès aux opportunités économiques sont limités. À l'inverse, leur renforcement accroît la créativité et la productivité des individus, modifiant ainsi le processus de croissance économique (Vinod et al., 2002). Ces opportunités économiques et sociales permettent aux individus d'être plus productifs et de contribuer à une croissance plus soutenue et de meilleure qualité.

La croissance économique ne saurait se réduire à une simple hausse du PIB. Elle doit intégrer des attributs qualitatifs qui assurent le bien-être de l'ensemble de la population et garantissent la transmission intergénérationnelle des possibilités de production. Cette perspective devient le point de départ d'une réflexion plus large sur la manière dont la performance économique peut être articulée à la justice sociale et à la durabilité institutionnelle.

1.1. Fondements théoriques et empiriques de la pauvreté

L'analyse de la pauvreté a longtemps été marginalisée dans la pensée économique, cantonnée aux sphères religieuses et morales (Lallement, 2010). Ce n'est qu'au XIX^e siècle que l'économie politique classique s'y intéresse véritablement, en la considérant comme une question sociale. Ricardo (1817) propose alors une formalisation scientifique de la répartition de la richesse entre les propriétaires fonciers, les capitalistes et les ouvriers. Sa théorie des salaires repose sur le « prix naturel du travail », défini comme le coût des biens nécessaires à l'entretien du travailleur et de sa famille. Toute hausse durable des salaires se traduit par une hausse des prix des biens-salaires, sans amélioration réelle pour les ouvriers, tandis que la rente foncière s'accroît et concentre la richesse. La pauvreté apparaît ainsi comme le résultat de lois économiques naturelles, liées à la croissance démographique et à la rareté des subsistances. Pour Ricardo, la solution réside dans l'accumulation du capital et dans le libre fonctionnement du marché, séparant la science économique de la norme morale et limitant l'action politique aux lois naturelles (Zouboulakis, 1993).

À la fin du XIX^e siècle, Walras (rééd. 1988) introduit une nuance décisive. Sans nier l'existence de lois naturelles, il distingue trois sphères d'analyse : la production, les échanges et la répartition. Contrairement à Ricardo, il considère que la répartition relève de la volonté humaine et qu'elle doit intégrer la science, l'art et la morale. La justice sociale repose sur l'égalité des conditions initiales, même si les positions finales diffèrent en fonction des efforts et des aptitudes. La terre, selon lui, doit être confiée à l'État pour garantir une société équitable et durable. La pauvreté résiduelle, liée aux accidents ou aux handicaps, doit être prise en charge par l'assurance volontaire ou, en dernier recours, par la charité. Walras réintroduit ainsi la

dimension normative dans l'analyse économique, en articulant les lois naturelles et les choix sociaux.

Parallèlement, l'utilitarisme de Bentham (1789) et de Mill (1871) fonde l'évaluation de la pauvreté sur le « principe du plus grand bonheur ». Le juste et l'injuste se mesurent à la capacité des actions à accroître le bonheur collectif, défini comme la somme des plaisirs et l'absence de souffrances. Cette approche introduit une métrique morale dans l'évaluation des politiques économiques, en reliant le bien-être social à la satisfaction des préférences individuelles. Pour pallier l'absence de mesure directe du plaisir et de la douleur, les utilitaristes recourent à la monnaie comme variable de substitution. Bentham considère que l'argent est l'instrument courant du plaisir et peut en être la mesure (Milanesi, 2010). La pauvreté monétaire se définit ainsi comme l'incapacité à transformer la monnaie en utilité, ce qui justifie l'usage du revenu comme indicateur central dans les premières analyses empiriques.

Cette logique est prolongée par l'économie du bien-être (welfare economics), qui formalise l'utilité dans une perspective amoralisée. Le welfarisme considère que l'évaluation d'un état social doit être fondée exclusivement sur les utilités individuelles qu'il génère (Debuquois, 2012). L'efficacité des échanges est évaluée selon le critère d'optimalité de Pareto, qui postule qu'un équilibre concurrentiel est efficace si aucune amélioration n'est possible sans nuire à autrui. Cependant, une situation peut être optimale au sens de Pareto tout en engendrant de profondes injustices sociales, puisqu'une minorité peut capter l'essentiel des richesses sans remettre en cause l'optimum (Lengaigne & Postel, 2004). Le second théorème de l'économie du bien-être introduit alors une nuance : le marché peut atteindre un optimum correspondant à une répartition socialement souhaitée, à condition de sélectionner celui qui satisfait aux exigences de justice collective.

Ces fondements théoriques ont nourri, sur le plan empirique, l'émergence des concepts modernes de l'économie du « trickle-down » et de la croissance pro-pauvre. La première repose sur l'idée que la croissance économique, en enrichissant les plus aisés, finit par bénéficier aux plus pauvres grâce à la diffusion des revenus (Dollar & Kraay, 2002). La seconde, plus ciblée, cherche à mesurer directement l'impact de la croissance sur les revenus des pauvres, en distinguant les approches absolues et relatives (Kakwani & Pernia, 2000 ; Ravallion & Chen, 2003 ; Osmani, 2005).

L'évolution de la pensée économique révèle ainsi une tension constante entre les lois naturelles et les normes sociales choisies. La monnaie, en tant qu'instrument de mesure du bien-être, s'impose progressivement comme un indicateur central de la pauvreté. Ces bases théoriques ouvrent la voie aux approches empiriques contemporaines, qui visent à évaluer directement l'impact de la croissance sur les revenus des plus démunis.

1.1.1 Croissance économique et pauvreté : du principe de ruissellement aux inégalités persistantes

À partir des années 1980, les politiques économiques mises en œuvre dans les pays en développement ont reposé sur l'idée que la libéralisation des marchés, l'ouverture commerciale et la discipline budgétaire suffisaient à assurer la prospérité. Cette vision s'inscrit dans la continuité utilitariste et welfariste héritée du XIX^e siècle, où la pauvreté est appréhendée comme un déficit monétaire et où la croissance est supposée, par un mécanisme naturel, améliorer le sort des plus pauvres. Deux corpus théoriques ont particulièrement soutenu cette approche : le principe du ruissellement et l'hypothèse de Kuznets (1955).

Le principe du ruissellement (trickle-down economics) prolonge l'idée selon laquelle l'efficacité économique finit par se diffuser à l'ensemble de la société. La croissance, tirée par les classes les plus riches, est censée bénéficier aux plus pauvres grâce à une redistribution implicite des revenus. Les expériences asiatiques des années 1980-2000 ont semblé confirmer cette intuition, avec une forte croissance et une baisse de la pauvreté. Dollar et Kraay (2002) concluent que la croissance réduit la pauvreté mais reste neutre sur les inégalités. Toutefois, ces résultats sont critiqués pour leur hétérogénéité et leurs biais institutionnels (Plane et al., 2006 ; Tsangarides et al., 2002 ; Bhalla, 2002). En réalité, la croissance peut s'accompagner d'une hausse des inégalités, comme l'expérience des pays d'Asie de l'Est et d'Asie du Sud-Est l'a montré. Entre 1990 et 2004, les proportions d'extrême pauvreté sont passées de 33 % à 9,9 % et de 41 % à 29,5 %, respectivement (Banque mondiale, 2014).

L'hypothèse de Kuznets (1955) s'inscrit également dans cette logique. Elle établit une relation en U inversée entre le développement et les inégalités : celles-ci augmentent au cours des premières phases de l'industrialisation, se stabilisent à un niveau intermédiaire, puis diminuent à un stade avancé. Certaines études (Ahluwalia, 1976 ; Lydall, 1977) confirment cette intuition, mais d'autres montrent que les résultats dépendent fortement des données et des contextes (Barthélemy, 1995). Les versions « augmentées » de l'hypothèse intègrent les politiques sociales et révèlent que les points de retournement varient selon les régions (Adelman & Fuwa, 1994). Milanovic (1994) considère que la relation de Kuznets relève davantage d'un choix collectif que d'un déterminisme économique. Enfin, Piketty (2013) rappelle qu'aucun mécanisme naturel ne garantit la réduction des inégalités : seule l'action publique et le consensus social peuvent assurer une croissance durable et équitable.

Ainsi, si la croissance économique peut contribuer à réduire la pauvreté, elle ne garantit pas une amélioration des conditions de vie des plus vulnérables lorsque les inégalités persistent. Les limites théoriques et empiriques du ruissellement et de la courbe de Kuznets ouvrent la voie à de nouvelles perspectives, notamment la croissance pro-pauvre. Ce concept cherche à dépasser la logique implicite de diffusion et l'acceptation passive des inégalités, en articulant la performance économique, la justice sociale et la durabilité.

1.1.2 Principe d'une croissance économique en faveur des pauvres

La remise en cause des approches fondées sur le ruissellement et sur l'hypothèse de Kuznets a conduit à l'émergence du concept de croissance pro-pauvre. Contrairement aux visions qui considèrent la réduction de la pauvreté comme un sous-produit naturel de la croissance, cette approche cherche à évaluer explicitement si et comment la croissance bénéficie aux pauvres. Elle s'inscrit dans la perspective monétaire de la pauvreté et vise à promouvoir un schéma de développement susceptible d'entraîner une diminution significative de la pauvreté.

Deux mécanismes influencent l'élasticité de la pauvreté au cours d'un épisode de croissance : l'effet de revenu et l'effet de redistribution. L'approche absolue, centrée sur l'effet de revenu, considère qu'une croissance est favorable aux pauvres dès lors qu'elle réduit le taux de pauvreté, indépendamment de l'évolution des inégalités. Dans cette logique, les revenus des pauvres augmentent, même si ceux des non-pauvres progressent davantage (Ravallion & Chen, 2003 ; Kraay, 2004). L'approche relative, en revanche, met l'accent sur l'effet de redistribution et définit une croissance pro-pauvre comme celle qui réduit les inégalités en accordant aux pauvres un bénéfice proportionnellement plus élevé. Elle est particulièrement adaptée aux pays

développés, où la pauvreté est davantage liée aux inégalités qu'à la privation de biens de base (Ravallion, 1997).

Pour mesurer ces effets, plusieurs indicateurs ont été développés, notamment l'indice de croissance pro-pauvre (ICPP) (Kakwani & Pernia, 2000) et le taux de croissance équivalent de la pauvreté (TCEP) (Kakwani & Son, 2003). Ces outils combinent les dimensions de croissance et de redistribution et permettent de tester empiriquement la nature pro-pauvre d'une trajectoire économique. Les résultats montrent que la croissance peut réduire la pauvreté tout en accentuant les inégalités, comme en Tunisie (Ayadi et al., 2006), ou, au contraire, produire un effet pro-pauvre marqué lorsque des politiques sociales accompagnent la dynamique économique.

Les limites des approches absolues et relatives ont conduit à des méthodes plus intégrées. Osmani (2005) souligne que la croissance pro-pauvre doit réduire simultanément la pauvreté et les inégalités pour être réellement efficace. Les techniques de mesure incluent la décomposition de la pauvreté (Datt & Ravallion, 1992 ; Kakwani, 1997) et la courbe d'incidence de la croissance (CIC) (Ravallion & Chen, 2003). Les applications empiriques confirment la diversité des trajectoires : Boccanfuso et Kaboré (2003) montrent que la croissance a été défavorable aux pauvres au Burkina Faso, tandis que Bérenger et Berthomieu (2008) concluent à une réduction significative de la pauvreté en Tunisie grâce à des politiques sociales pro-pauvres. La CIC révèle également des disparités territoriales, notamment entre les zones rurales et urbaines (Bibi et al., 2010).

La croissance pro-pauvre marque ainsi une rupture avec les approches antérieures fondées sur le ruissellement et la courbe de Kuznets. Elle place au centre de l'analyse la capacité de la croissance à améliorer directement le sort des pauvres, en distinguant les effets de revenu et de redistribution. Toutefois, ses limites méthodologiques et empiriques ont ouvert la voie à une approche plus englobante : la croissance inclusive, qui dépasse la seule dimension monétaire pour intégrer les dimensions sociales, institutionnelles et environnementales du développement.

1.1.3 De la croissance pro-pauvre à une croissance inclusive : principe de justice sociale

Les limites méthodologiques de la croissance pro-pauvre ont ouvert la voie à une approche plus englobante : la croissance inclusive. Celle-ci dépasse la seule dimension monétaire pour intégrer les dimensions sociales, institutionnelles et environnementales du développement. Elle s'appuie sur une réflexion théorique nourrie par les travaux post-utilitaristes, qui visent à dépasser l'économie du bien-être classique et à inscrire la justice sociale au cœur de l'analyse. Arrow (1950) inaugure cette rupture en démontrant, à travers son théorème d'impossibilité, qu'il n'existe pas de procédure d'agrégation des préférences individuelles capable de garantir simultanément la rationalité et la cohérence au niveau collectif. Sa démonstration met en évidence la tension entre la liberté individuelle et la cohérence des choix sociaux, ouvrant ainsi le champ de l'économie normative à des considérations plus larges que la seule utilité.

Dans le prolongement, Rawls (1971) propose une théorie de la justice fondée sur l'équité, articulée autour de trois principes majeurs : le principe d'égalité de liberté, qui garantit les droits fondamentaux et les libertés publiques ; le principe de différence, qui stipule que les inégalités économiques et sociales ne sont justes que si elles profitent aux plus défavorisés ; et le principe de juste égalité des chances, qui exige que les positions sociales soient accessibles à tous dans des conditions réellement égales. Rawls introduit ainsi l'idée d'une « inégalité juste », en cherchant un équilibre entre l'efficacité économique, les libertés politiques et la justice sociale.

Sen (1981) enrichit cette réflexion en proposant l'approche par les capacités. Pour lui, le bien-être ne se réduit ni au plaisir ni à la satisfaction des préférences, mais à l'opportunité réelle pour chaque individu de réaliser ses potentialités et de mener une vie digne. La justice sociale ne doit pas seulement viser l'égalité des ressources, mais aussi l'égalité des capacités, c'est-à-dire la liberté réelle de choix entre différents modes de vie. Cette approche dépasse la logique rawlsienne en intégrant l'étendue effective de la liberté et en tenant compte des dimensions psychologiques, sociales et environnementales.

Ce cadre théorique oriente l'analyse de la pauvreté monétaire vers une conception multidimensionnelle du bien-être. Il met en avant la justice sociale, l'égalité réelle des chances et la garantie des libertés substantielles comme fondements d'une croissance inclusive. Celle-ci apparaît dès lors comme un paradigme capable d'articuler la performance économique, l'équité sociale et la durabilité institutionnelle, en dépassant les limites des approches strictement quantitatives ou monétaires.

1.2. Concept de croissance inclusive : Définition et enjeux

La croissance inclusive s'est imposée comme une réponse aux limites de la croissance pro-pauvre. Elle élargit le champ d'analyse en intégrant les dimensions sociales, institutionnelles et environnementales du développement. Son objectif est de garantir que les fruits de la croissance soient partagés par l'ensemble des catégories sociales, en mettant l'accent sur l'équité distributive, la participation et la durabilité.

Les institutions internationales ont contribué à préciser ce concept, chacune mettant en avant une dimension particulière. Le PNUD insiste sur la réduction des inégalités et l'élargissement des opportunités. L'OCDE (2014) met l'accent sur la cohésion sociale et territoriale afin de garantir à tous un accès aux fruits de la croissance et à des perspectives tout au long de la vie. La Banque mondiale et le FMI (2009) soulignent le rôle de la productivité et de l'emploi, tandis que la Banque africaine de développement (BAD, 2011) valorise l'investissement dans le capital humain et l'accès équitable aux services sociaux. Malgré cette convergence, la mesure de l'inclusion demeure complexe, en raison de la diversité des indicateurs et de la faiblesse des données disponibles dans les pays en développement.

Les travaux académiques ont également enrichi la définition. Rauniyar et Kanbur (2010) identifient plusieurs caractéristiques d'une croissance inclusive : elle doit être soutenue et équitable, générer des emplois, offrir des infrastructures de qualité, favoriser le développement rural et agricole, renforcer la sécurité sociale et se réaliser dans le respect des lois. Klasen (2010) insiste sur le rôle des institutions : lorsque celles-ci sont solides et appliquées, elles garantissent que la croissance profite à toutes les couches sociales, réduisant ainsi les désavantages économiques et sociaux. À l'inverse, des institutions défaillantes favorisent la captation des bénéfices par des groupes de pouvoir.

Une critique récurrente adressée à ces travaux est qu'ils se concentrent sur les résultats de la croissance inclusive, alors que certains organismes de développement privilégient l'analyse du processus. Dans cette perspective, l'inclusivité repose sur la participation et la contribution de tous les membres de la société, en particulier des pauvres et des groupes vulnérables, afin de réduire les inégalités structurelles (Hakimian et al., 2016). La Banque asiatique de développement (BAD, 2011) ajoute deux piliers essentiels : un accès élargi aux opportunités et des filets de sécurité pour prévenir le dénuement extrême. La Banque africaine de développement définit la croissance inclusive comme une dynamique qui crée des possibilités

socioéconomiques durables pour le plus grand nombre, protège les groupes vulnérables et favorise l'équité et la cohésion sociale, en mettant l'accent sur l'investissement dans le capital humain.

Le PNUD (2015) précise que la croissance inclusive doit être couplée à une réduction des inégalités, à la participation des pauvres à la vie politique et économique, ainsi qu'à un partage équitable des richesses. L'OCDE (2014) insiste sur l'augmentation multidimensionnelle du niveau de vie, l'autonomisation des citoyens, l'investissement dans les compétences, la modernisation du marché du travail et la cohésion territoriale. La Banque mondiale, quant à elle, définit l'inclusivité comme une croissance durable fondée sur l'amélioration de la productivité et la création d'emplois, avec une perspective à long terme centrée sur l'égalité des chances d'accès aux marchés et aux ressources (Ianchovichina & Gable, 2009).

Enfin, plusieurs auteurs proposent des définitions complémentaires. McKinley (2010) insiste sur la durabilité et la participation ; Hussein et al. (2018) mettent en avant la croissance généralisée des revenus et la réduction des inégalités ; White (2012) identifie six dimensions clés, allant de la réduction de la pauvreté absolue à l'élargissement de l'espace décisionnel des économies émergentes au sein des institutions financières internationales.

L'absence d'unanimité quant à la définition de la croissance inclusive témoigne de sa complexité. Elle intègre des dimensions monétaires, sociales, institutionnelles, culturelles, intertemporelles et géographiques, afin d'assurer une croissance économique de qualité. Une croissance forte n'est pas nécessairement inclusive ; seule l'intégration des aspects humains et sociaux fondamentaux permet de garantir que la performance économique se traduise par une amélioration durable et équitable des conditions de vie.

1.3. Défis de la mesure de la croissance inclusive

L'intérêt croissant pour la mise en œuvre d'une croissance inclusive a conduit au développement d'un large éventail d'indicateurs. Dans la pratique, certains sont jugés « simples » ou « peu clairs », tandis que d'autres sont considérés comme « techniquement difficiles » (Klasen, 2010). Quatre grandes approches peuvent être distinguées : les indicateurs de tableau de bord, l'indice composite, la méthode analytique et la mesure unifiée.

La méthode du tableau de bord mobilise un ensemble d'indicateurs économiques et sociaux pour rendre compte de la nature de la croissance. Stiglitz et al. (2009) l'illustrent par l'analogie du « tableau de bord électrique », où chaque indicateur fournit une information spécifique pour orienter les politiques publiques. Zhuang et Ali (2010) proposent trente-cinq indicateurs regroupés en trois piliers : croissance et expansion des opportunités, inclusion sociale et égalité d'accès, filets de sécurité. Toutefois, la multiplicité des variables peut entraîner une dispersion des analyses et donner l'impression d'un concept insaisissable. Certains auteurs privilégient donc une sélection restreinte d'indicateurs, afin d'éviter d'attribuer implicitement des poids arbitraires aux variables (Hussein et al., 2018).

L'indice composite constitue une alternative, car il agrège plusieurs indicateurs en un seul score. Cette méthode facilite les comparaisons spatiales et les classements, mais suppose des procédures rigoureuses de pondération et d'agrégation. Mlachila et al. (2015) ont ainsi construit un indice de qualité de la croissance (IQC), combinant vigueur, stabilité, diversification et ouverture de la croissance à une dimension sociale. Leurs résultats montrent que l'amélioration durable des composantes sociales exige des périodes longues, de trente à quarante ans. De même, Anago et Houngbeme (2015) élaborent un indice synthétique de croissance inclusive

(ISCI) intégrant six dimensions et 245 variables, allant de la santé et de la démographie à la gouvernance et à l'accès aux services sociaux.

La méthode analytique ne propose pas de mesure unique mais s'attache à identifier les facteurs qui favorisent ou freinent une croissance inclusive. À partir de cette approche, Ianchovichina et Gable (2009) analysent les sources de la croissance et de la pauvreté, ainsi que la dynamique de la productivité et de l'emploi, puis décrivent le profil des acteurs économiques et les obstacles spécifiques auxquels ils sont confrontés. Cette méthode permet de hiérarchiser les contraintes, mais elle néglige le volet distributionnel et n'indique pas directement le degré d'inclusivité (Hussein et al., 2018).

La mesure unifiée, développée par Ali et Son (2007), repose sur une fonction d'opportunité sociale qui combine la quantité d'opportunités disponibles et leur répartition entre les individus, en accordant une importance particulière aux pauvres. Elle permet d'observer dynamiquement l'évolution de l'inclusivité et d'interpréter les variations comme le résultat de politiques publiques favorisant la création d'opportunités ou l'équité distributive. Anand et al. (2013) l'ont utilisée pour construire des indices de mobilité sociale et d'équité des revenus. Hussein et al. (2018) montrent que les pays qui progressent en matière d'inclusivité sont ceux qui améliorent l'équité des revenus et créent des emplois productifs grâce à la diversification sectorielle, soutenus par des politiques macroéconomiques, des institutions solides et l'usage des technologies de l'information.

Cette diversité des méthodes reflète la complexité du concept de croissance inclusive. Chaque approche met en lumière une dimension particulière – la multiplicité des indicateurs, l'agrégation statistique, l'analyse des facteurs ou la fonction d'opportunité sociale – mais aucune ne parvient à saisir pleinement l'ensemble des enjeux. La construction d'indicateurs robustes et comparables demeure un défi majeur pour évaluer le caractère inclusif de la croissance économique.

Dans le contexte des pays de l'UEMOA, la forte prévalence du secteur informel, la faiblesse des systèmes statistiques et la diversité des trajectoires nationales compliquent la construction d'indicateurs fiables. Les enquêtes sur les conditions de vie fournissent des données précieuses, mais leur périodicité et leur couverture restent insuffisantes pour suivre en détail l'évolution de l'inclusion. La dimension qualitative, qui englobe le travail décent, la gouvernance et la cohésion sociale, demeure particulièrement difficile à quantifier. Les indices composites, tels que l'indice de développement humain (IDH) et l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IMP) proposés par le PNUD et la Banque mondiale, ou encore l'IQC et l'ISCI, offrent des pistes intéressantes. Cependant, leur agrégation peut masquer des disparités territoriales ou sectorielles, ce qui souligne la nécessité d'approches complémentaires.

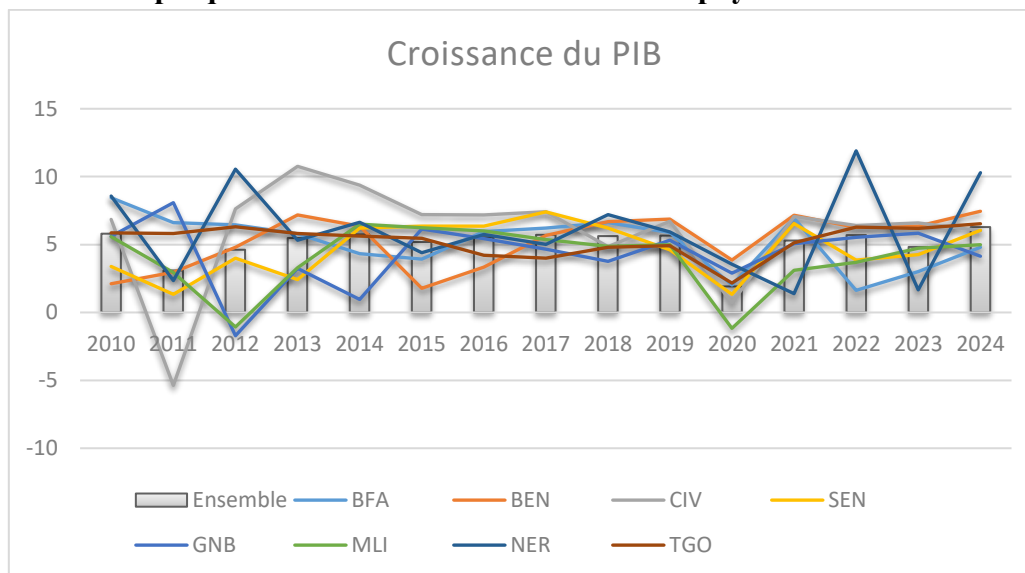
2. Perspectives d'une croissance inclusive dans les pays de l'UEMOA

2.1. Dynamique macroéconomique et résilience face aux chocs

L'analyse des perspectives de croissance inclusive dans les pays de l'UEMOA est menée à l'aide du tableau de bord. Les pays de l'UEMOA enregistrent une dynamique économique remarquable, marquée par une forte résilience face aux chocs sanitaires, sécuritaires et inflationnistes qui ont secoué l'économie mondiale ces dernières années. Au cours des deux dernières décennies, le taux de croissance économique y a été d'environ 5,1 % en moyenne entre 2010 et 2024 (World Bank, 2025), ce qui classe ces pays parmi les pays à forte croissance économique dans le monde. Cependant, la croissance économique reste volatile et hétérogène

dans la région (Graphique 1). La Côte d'Ivoire reste le moteur régional de cette tendance, avec un taux de croissance économique supérieur à 7 % sur plusieurs années. Les pays tels que le Burkina Faso, le Niger, le Togo et le Bénin enregistrent également une croissance économique soutenue supérieure ou égale à la moyenne régionale. En revanche, le Sénégal, le Mali et la Guinée-Bissau affichent une croissance inférieure à la moyenne régionale.

Graphique N°1 : Évolution du PIB dans les pays de l'UEMOA



Source : Données de la Banque mondiale (2025)

2.2. Fragilités sociales persistantes

Malgré cette dynamique macroéconomique, les fragilités sociales demeurent. Près de 41,9 % de la population régionale vivait encore sous le seuil de pauvreté monétaire en 2023 selon les données de la Banque mondiale (World Bank, 2025). Cette situation s'est améliorée depuis 2010 puisque le taux de pauvreté y était de 47,03 % entre 2010 et 2015 (Tableau 1). À l'exception de la Guinée-Bissau, dont le taux de pauvreté est passé de 48,7 % à 50,5 %, la pauvreté s'est réduite dans les autres pays de la région. Le Burkina Faso, le Mali et le Togo enregistrent néanmoins des niveaux de pauvreté supérieurs à la moyenne régionale. Les inégalités de revenus varient de 32,9 % au Niger à 37,9 % au Togo. Ces chiffres, bien qu'en nette amélioration, traduisent une répartition inégale des fruits de la croissance.

2.3. Développement humain et bien-être

L'indice de développement humain (IDH) se situe à un score moyen de 0,501 en 2023 contre 0,483 en 2010. Ce score place néanmoins les pays de la région dans la catégorie « faible développement humain » selon le classement du PNUD (2025). Cela confirme que la croissance économique soutenue ne s'est pas traduite par une amélioration significative du bien-être social. Les efforts de développement humain observés entre 2010 et 2023 sont en partie le résultat de l'amélioration du taux d'alphabétisation, qui s'établit à 52,1 % contre 41,9 % en 2010. Ainsi, une proportion importante de la population ne sait ni lire ni écrire. Néanmoins, certains pays, tels que le Togo et la Guinée-Bissau, enregistrent des taux d'alphabétisation supérieurs à la moyenne. En outre, l'espérance de vie à la naissance s'est améliorée d'environ 5 points de pourcentage entre 2010 et 2013, pour s'élever à 62,6 ans en moyenne. Dans l'ensemble, tous les pays de la région ont enregistré des efforts d'amélioration.

Tableau N°1 : Indicateurs sociaux dans les pays de l’UEMOA

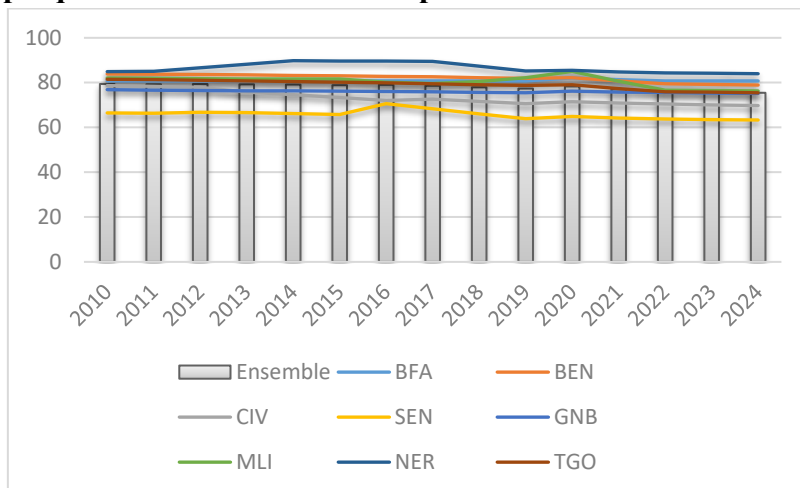
Pays UEMOA	Pauvreté (%)		Indice de Gini		Alphabétisation (%)		Espérance de vie (années)		IDH	
	2010-15	2021	2010-15	2021	2010-14	2022	2010	2023	2010	2023
Burkina Faso	-	43,2	35,3	37,4	34,6	40,9	56,3	61,1	0,377	0,459
Bénin	40,1	36,2	47,6	34,4	44,7	51,4	58,4	60,8	0,485	0,515
Côte d’Ivoire	44,4	37,5	41,5	35,3	43,9	50	55,3	61,9	0,465	0,582
Sénégal	46,7	37,5	40,3	36,2	51,8	50,4	64,2	68,7	0,477	0,530
Guinée-Bissau	48,7	50,5	50,6	33,4	-	63,9	57	64,1	0,452	0,514
Mali	47,2	45,5	-	35,7	31,1	-	56	60,4	0,410	0,419
Niger	-	41,2	34,3	32,9	30,5	35,6	57,1	61,2	0,339	0,419
Togo	55,1	43,8	43	37,9	57,1	72,6	57,2	62,7	0,483	0,571
Ensemble	47,03	41,9	41,8	35,4	41,9	52,1	57,7	62,6	0,483	0,501

Sources : Données de la Banque mondiale (2025), PNUD (2025)

2.4. Poids du secteur informel et vulnérabilité de l’emploi

Le secteur informel domine l’activité économique. Ce secteur représente environ 80 % des emplois au sein de l’UEMOA, avec des travailleurs qui ne bénéficient d’aucune protection sociale ni de stabilité. En 2024, 75,5 % des emplois dans la région étaient classés comme vulnérables selon l’OIT. Les chiffres peinent à diminuer dans tous les pays de la région, ce qui souligne le défi d’une véritable transformation structurelle de l’activité économique. Toute chose qui accentue la précarité des ménages (Graphique 2).

Graphique N°2 : Évolution des emplois vulnérables dans l’UEMOA

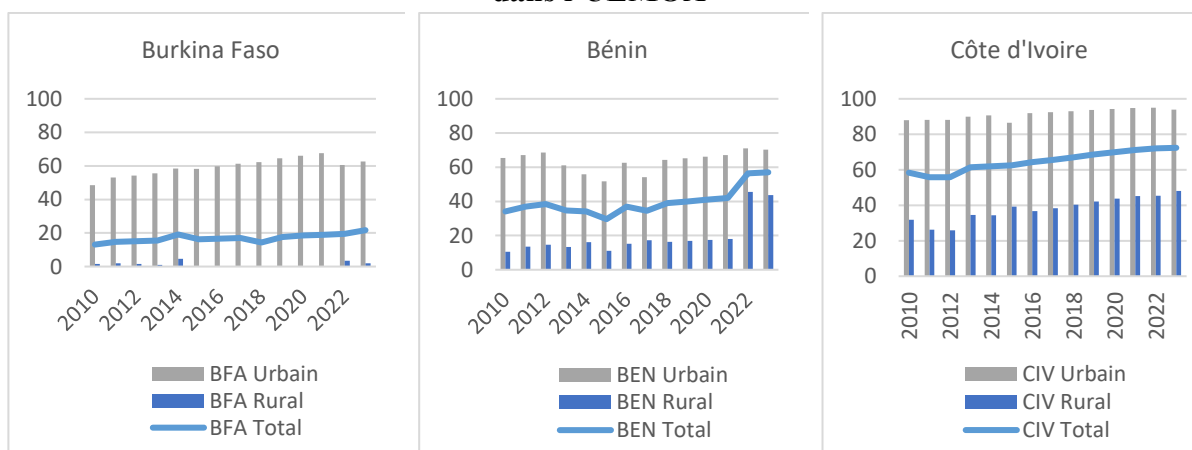


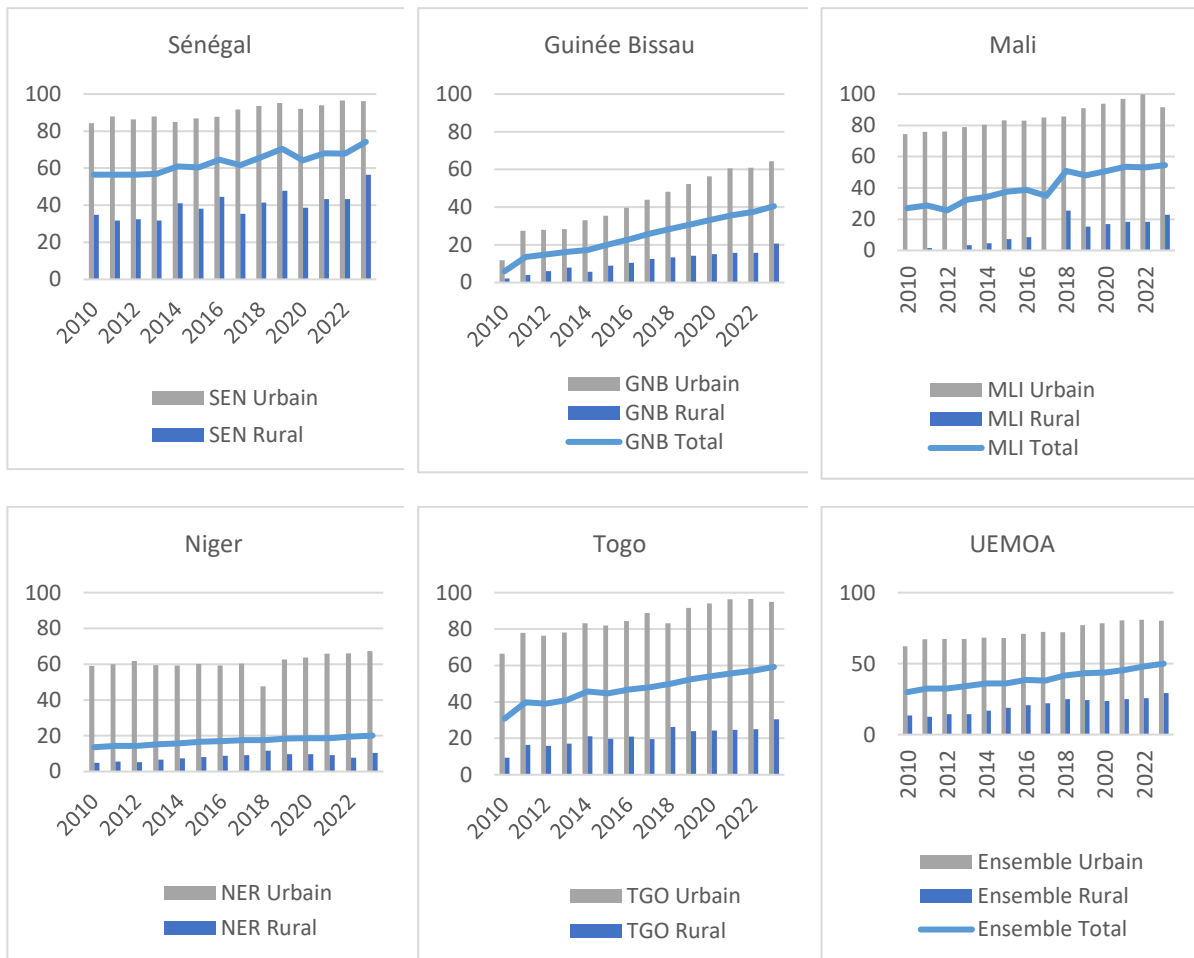
Source : Données de la Banque mondiale (2025)

2.5. Accès à l’électricité et inégalités territoriales

L’un des défis sociaux auxquels les pays de la région sont confrontés pour améliorer les capacités individuelles et transformer la structure économique régionale demeure l’accès à l’électricité. Au sein de l’UEMOA, le taux d’accès à l’électricité se chiffre à 49,9 % en moyenne en 2023, un taux qui a été évalué au cours des deux dernières décennies, puisqu’il était de 22,5 % en 2010 (Graphique 3). Cependant, l’accès à l’électricité reste fortement inégalitaire entre les zones urbaines et rurales. En effet, l’accès à l’électricité se chiffre à 80,1 % en moyenne en milieu urbain, contre 29,3 % en milieu rural, en 2023. Même si ces taux ont progressé par rapport au niveau observé en 2010 (53,3 % et 8,6 % respectivement), il n’en demeure pas moins que les opportunités évoluent plus vite en milieu urbain. Le Burkina Faso (21,7 %) et le Niger (20,1 %) manquent d’opportunités dans le secteur, avec une précarité plus prononcée en milieu rural.

Graphique N°3 : Évolution du taux d’accès à l’électricité selon le milieu de résidence dans l’UEMOA





Source : Données de la Banque mondiale (2025)

3. Discussion

Ce contraste empirique trouve un écho direct dans les théories contemporaines de la justice sociale. Le principe de différence de Rawls (1971) stipule que les inégalités ne sont justes que si elles profitent aux plus défavorisés. Or, dans l'UEMOA, la croissance bénéficie principalement aux zones urbaines et aux catégories déjà insérées, tandis que les populations rurales sont marginalisées. Ce qui contredit la logique rawlsienne d'« inégalités justes ». En effet, la pauvreté demeure largement rurale, avec des taux dépassant souvent 50 % en milieu rural contre environ 30 % en milieu urbain (BCEAO, 2012). Les zones rurales se caractérisent par une forte dépendance à l'agriculture de subsistance et une informalité quasi généralisée, représentant près de 80 % de la main-d'œuvre non agricole (World Bank, 2025), ainsi qu'un accès limité aux services sociaux de base tels que l'éducation et la santé (Lattre-Gasque, 2021). À l'inverse, les zones urbaines concentrent les opportunités économiques et les investissements publics, mais connaissent également une hausse des inégalités intra-urbaines.

L'approche des capacités de Sen (1981) permet d'aller plus loin : elle montre que le bien-être ne se réduit pas au revenu, mais à la liberté réelle de choix. Dans l'UEMOA, l'accès limité à l'éducation, à la santé et à un emploi décent restreint cette liberté substantielle, confirmant que la croissance n'a pas encore élargi les capacités de la majorité. Par ailleurs, le théorème d'impossibilité d'Arrow (1950) rappelle que l'agrégation des préférences collectives ne peut garantir à la fois la cohérence et la liberté. Ce constat théorique souligne la nécessité d'institutions solides pour arbitrer entre la performance économique et la justice sociale,

notamment lorsque le contexte régional est marqué par des disparités territoriales et des fragilités institutionnelles.

Ainsi, les pays de l'espace UEMOA illustrent le paradoxe d'une croissance robuste mais structurellement non inclusive. Les contextes économiques et sociaux actuels de ces pays mettent en évidence la nécessité d'une stratégie régionale axée sur la création d'opportunités sociales d'emploi de qualité, la réduction des inégalités territoriales et l'investissement dans le capital humain, afin de transformer la croissance en un véritable progrès humain et en un vecteur de justice économique.

Conclusion

L'analyse théorique et empirique menée dans cet article met en évidence le paradoxe fondamental des économies de l'UEMOA : une croissance soutenue et relativement stable au cours des deux dernières décennies, tout en demeurant structurellement non inclusive. Les taux de pauvreté restent élevés, et l'informalité domine largement le marché du travail, ce qui traduit une inadéquation persistante entre la dynamique économique et l'insertion sociale. Le faible niveau de développement humain dans la région confirme que la croissance économique observée n'a pas encore entraîné une amélioration significative du bien-être des populations. Les disparités territoriales accentuent la vulnérabilité des zones rurales.

Les fondements théoriques de la justice sociale montrent que la performance économique ne peut être considérée comme un objectif en soi. Elle doit être articulée à l'égalité des chances, à la liberté réelle des individus et à des mécanismes de redistribution capables de réduire les inégalités. Ainsi, la croissance inclusive apparaît comme une nécessité stratégique pour les pays de l'UEMOA. Elle doit dépasser la logique pro-pauvre centrée sur le revenu, pour intégrer la qualité de l'emploi, l'accès équitable aux services sociaux, la réduction des inégalités territoriales et l'investissement dans le capital humain. Seule une telle approche permettra de transformer la dynamique macroéconomique en un véritable progrès humain, conciliant la performance économique, la justice sociale et la durabilité institutionnelle.

Au-delà de l'analyse théorique, la croissance inclusive appelle des leviers institutionnels concrets. Trois axes apparaissent prioritaires : une fiscalité distributive permettant de financer les services sociaux, une protection sociale élargie aux travailleurs informels et aux zones rurales, et des politiques d'emploi centrées sur la qualité et l'insertion des jeunes. Des expériences africaines offrent des pistes inspirantes : le Rwanda, avec ses mutuelles de santé communautaires, a amélioré l'accès aux soins ; l'Éthiopie, par la création de zones industrielles, s'est engagée sur une trajectoire de création d'emplois productifs. Ces bonnes pratiques montrent que la croissance inclusive peut être opérationnalisée par des politiques adaptées et invitent les pays de l'UEMOA à intégrer ces leviers à leurs stratégies de développement.

BIBLIOGRAPHIE

- Adelman, I., & Fuwa, N. (1992). Income Inequality and Development during the 1980s. *Indian Economic Review*, 27, 329-45.
- Ahluwalia, M. S. (1976). Inequality, Poverty, and Development. *Journal of Development Economics* 3(4), 307-42.
- Ali, I., & Son, H. H. (2007). Defining and Measuring Inclusive Growth: Application to the Philippines. Asian Development Bank, ERD Working Paper Series, 98, 1–45.
- Anago, S. S. F., & Houngbemé, J.-L. D. (2015). Construction d'un indicateur synthétique de croissance inclusive. *Revue d'Analyse des Politiques Économiques et Financières* 1(1), 69-105.
- Anand, R., Saurabh, M., & Shanaka, J. P. (2013). Inclusive Growth: Measurement and Determinants. IMF Working Papers, 135, 1–27.
- Arrow, K. (1950). A Difficulty in the Concept of Social Welfare. *Journal of Political Economy*, 58(4), 328-46.
- Asian Development Bank (2011). Key Indicators for Asia and the Pacific: Framework of Inclusive Growth Indicators, special supplement. Mandaluyong City, Philippines.
- Ayadi, M., AbdelRahmen, E. L., & Chtioui, N. (2006). Analyse de la pauvreté et des inégalités en Tunisie entre 1988 et 2001 : une approche non monétaire. Research Network General Meeting. PMMA Network Session Paper.
- BAD (2012). Les perspectives économiques de l'Afrique. OCDE, PNUD, CEA.
- Banque mondiale. (2014). East Asia Pacific Economic Update. Washington, DC: World Bank.
- Barro, R. (1988). The Persistence of Unemployment. *American Economic Review*, 78 (2), 32-37.
- Barthélemy, P. (1995). L'hypothèse de Kuznets est-elle encore d'actualité ? *Revue Région et développement*, 2, 1–23.
- BCEAO (2012). Rapport sur la situation de la pauvreté dans les pays de l'UEMOA.
- Bentham, J. (1789). Introduction to the principles of moral and legislation, Oxford, Blackwell.
- Bhalla, S. S. (2002). Imagine There Is No Country: Poverty, Inequality, and Growth in the Era of Globalization. Institute for International Economics, 1–29.
- Berenger, V., & Berthomieu, C. (2008). Analyse de l'impact de la croissance sur la pauvreté et identification des stratégies de croissance bénéfiques aux pauvres (« pro-poor growth strategies »). Projet de recherche 31-06R. CEMAFI, Université de Nice.
- Bibi, S., Duclos, J.-Y., & Verdier-Chouchane, A. (2010). Évaluation de la croissance pro-pauvre selon une conception absolue et relative de la pauvreté : application à la région MENA. Banque africaine de développement, 111, 1–32.
- BIT (2013). Vers le droit au travail : un guide pour la conception de programmes publics d'emploi novateurs.
- Boccanfuso, D., & Kaboré, S. T. (2003). Croissance, inégalité et pauvreté dans les années 1990 au Burkina Faso et au Sénégal. Projet MIMAP. CRDI.
- Datt, G., & Ravallion, M. (1992). Growth and redistribution components of changes in poverty measures: A decomposition with applications to Brazil and India in the 1980s. *Journal of Development Economics* 38(2), 275-95.
- Debuquois, C. (2012). De la mesure du bien-être individuel aux fondements d'une société juste. Discussion de la possibilité d'un choix social à la lumière de l'approche par les capacités d'Amartya Sen. *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 69(2), 141-92.

- Dollar, D., & Kraay, A. (2002). Growth Is Good for the Poor. *Journal of Economic Growth*, 7(3), 195-225.
- Hakimian, H., Castel, V., & Mansour, S. (2016). Mesurer la croissance inclusive : de la théorie à la pratique en Afrique du Nord. Document de travail. Série sur les notes de politiques en Afrique du Nord. BAD. 1–47.
- Hussein, K., Mukungu, A., & Awel, Y. (2018). Les moteurs de la croissance inclusive en Afrique : projet. Commission économique pour l’Afrique : Nations Unies, 1–47.
- Ianchovichina, E., & Gable, S. (2009). *Inclusive Growth Analytics: Framework and Application*. Policy Research Working Paper Series, 4851, 1–40.
- Kakwani, N. (1993). Poverty and Economic Growth with Application to Côte D’Ivoire. *Review of Income and Wealth* 39(2), 121-39.
- Kakwani, N. (1997). Growth Rates of Per-Capita Income and Aggregate Welfare: An International Comparison. *The Review of Economics and Statistics*, 79, 201–211.
- Kakwani, N., & Pernia, E. (2000). What is Pro-poor Growth? *Asian Development Review*, 18(1), 1–17.
- Kakwani, N., & Son, H. H. (2003). Pro-poor Growth: Concepts and Measurement with Country Case Studies. *The Pakistan Development Review*, 42(4), 417-444.
- Klasen, S. (2010). Measuring and Monitoring Inclusive Growth: Multiple Definitions, Open Questions, and Some Constructive Proposals. *Asian Development Bank*, 12, 1–23.
- Kraay, A. (2004). When Is Growth Pro-Poor? Cross-Country Evidence. *IMF Working Paper*, 47, 1-35.
- Kuznets, S. (1955). Economic Growth and Income Inequality. *The American Economic Review*, 45(1), 1-28.
- Lattre-Gasquet, M. (2021). Le développement des espaces ruraux en Afrique de L’ouest. *Futuribles*, 1–31.
- Lallement, J. (2010). Pauvreté et économie au XIXe siècle. *Cahiers d’économie politique*, 59, 119-40.
- Lengaigne, B., & Postel, N. (2004). Arrow and Impossibility: An Absurd-Based Demonstration. *Revue du MAUSS*, 24(2), 388-410.
- Lucas, R. E. (1988). On the Mechanics of Economic Development. *Journal of Monetary Economics*, 22, 3-42.
- Lydall, H. (1977). *Income Distribution During the Process of Development*. ILO Working Paper 991700653402676, International Labour Organization.
- Milanesi, J. (2010). Éthique et évaluation monétaire de l’environnement : la nature est-elle soluble dans l’utilité ? *VertigO - la revue électronique en sciences de l’environnement*, 10(2), 1–17.
- Milanovic, B. (1994). Determinants of cross-country income inequality : an augmented Kuznets hypothesis. Policy Research Working Paper Series 1246. The World Bank.
- Mill, J. S. (1871). *L’utilitarisme*. Les classiques des sciences sociales.
- McKinley, T. (2010). Inclusive Growth Criteria and Indicators: An Inclusive Growth Index for Diagnosis of Country Progress. *Asian Development Bank*, 14, 1–44.
- Mlachila, M., Tapsoba, S., & Tapsoba, R. (2015). Pour une croissance de qualité. *Finances & Développement*, 14-17.
- OCDE (2014). *Rapport sur le cadre de l’OCDE pour une croissance inclusive*.
- Osmani, S. 2005. Defining Pro-Poor Growth. *International Poverty Center*, 9, 1.

- Piketty, T. (2013). *Le capital au XXI^e siècle*. Les livres du Nouveau Monde. Paris : Éditions du Seuil.
- Plane, P., Decaluwé, B., & Mourji, F. (2006). Développement économique, croissance et réduction de la pauvreté : arbitrage ou synergies ? Dans *Le Développement face à la pauvreté*, édité par Decaluwé, B., Mourji, F. & Plane, P. (dir.), 1-19.
- PNUD (2015). *Le travail au service du développement humain*. Rapport annuel. hdr.undp.org/sites/default/files/2015_human_development_report_pverview_-_fr
- PNUD (2025). *A matter of choice: People and Possibilities in the Age of AI*. Human Development Report.
- Rauniyar, G. P., & Kanbur, R. (2010). *Inclusive Development: Two Papers on Conceptualization, Application, and the ADB Perspective*. Working Papers 57036, Cornell University, Department of Applied Economics and Management.
- Ravallion, M. (1997). *Can High-Inequality Developing Countries Escape Absolute Poverty?* Policy Research Working Paper Series 1775. The World Bank.
- Ravallion, M., & Chen, S. (2003). *Measuring Pro-Poor Growth*. *Economics Letters*, 78, 93-99.
- Rawls, J. (1971). *A Theory of Justice: Revised Edition*. The Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge. Massachusetts.
- Ricardo, D. (1817). *On the Principles of Political Economy, and Taxation*. Cambridge University Press. Cambridge Library Collection - British and Irish History, 19th Century. Cambridge: Cambridge University Press.
- Romer, P. M. (1986). *Increasing Returns and Long-Run Growth*. *Journal of Political Economy*, 94(5), 1002-37.
- Sen, A. (1981). *Poverty and Famine: An Essay on Entitlement and Deprivation*. Clarendon Press. Oxford University Press.
- Stiglitz, J., Sen, A. & Fitoussi, J. (2009). *Report of the Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress (CMEPSP)*.
- Solow, R. M. (1956). *A Contribution to the Theory of Economic Growth*. *The Quarterly Journal of Economics*, 70(1), 65-94.
- Tsangarides, C., Ghura, D., & Leite, C. (2002). *Is Growth Enough? Macroeconomic Policy and Poverty Reduction* ». IMF Working Papers 02(118), 1–40.
- Vinod, T., Dailami, M., Dhareshwar, A., Kaufmann, D., Kishor, N., Lôpez, R., & Wang, Y. (2002). *Qualité de la croissance*. De Boeck. Banque mondiale.
- Walras, L. (1988). *Éléments d'économie politique pure*. *Economica*. Paris.
- World Bank (2025). *World Development Indicators*. Database.
- White, W. R. (2012). *Policy Debate: How Do You Make Growth More Inclusive?* In *Promoting Inclusive Growth: Challenges and Policies*, Luiz de Mello and Mark A. Dutz, 279-83. OECD Publishing.
- Zhuang, J., & Ali, I. (2010). *Poverty, Inequality, and Inclusive Growth in Asia*. In *Poverty, Inequality, and Inclusive Growth in Asia: Measurement, Policy Issues, and Country Studies*, édité par Juzhong Zhuang, 1-32, Anthem Press
- Zouboulakis, M. S. (1993). *La science économique à la recherche de ses fondements : la tradition épistémologique ricardienne, 1826-1891*